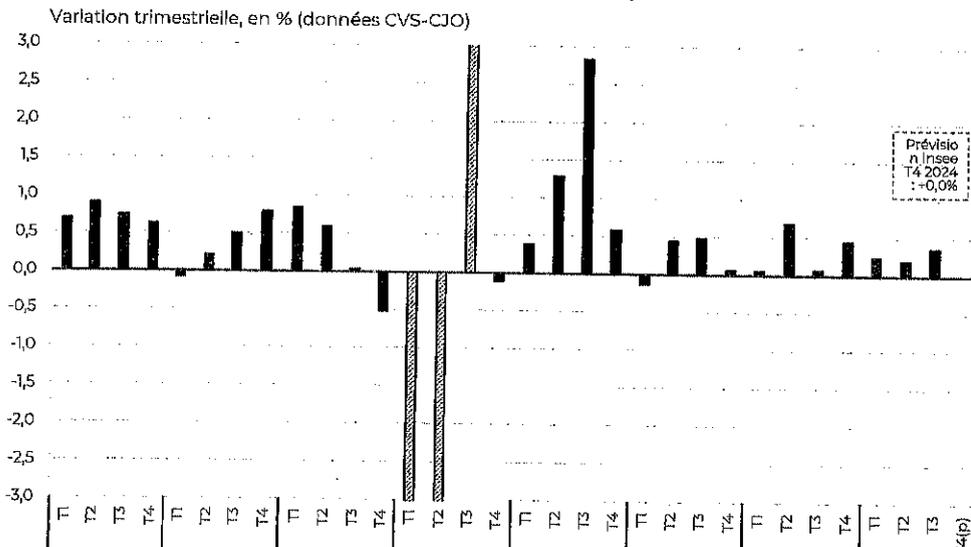


I Macro-économie

Évolution du PIB français



Source : Insee, Note de conjoncture, 17 décembre 2024

©La Banque Postale



L'instabilité politique source d'incertitude économique en France

Le gouvernement Michel Barnier est installé à une semaine de l'annonce de la tenue de l'Assemblée nationale. L'instabilité politique observée est d'autant plus préoccupante qu'elle survient à un moment où la France est confrontée à de nombreux défis économiques et sociaux. Depuis le début de l'année 2024, le PIB français a connu une croissance soutenue, portée par la consommation des particuliers et les exportations. Cependant, l'incertitude politique liée à la tenue de l'Assemblée nationale et à la formation d'un gouvernement stable reste un facteur de risque pour l'économie française. Les investisseurs et les entreprises sont en effet moins enclins à investir dans un environnement politique instable. De plus, la France doit faire face à de nombreux défis structurels, tels que le vieillissement de la population, la transition écologique et la réduction des inégalités. Ces défis nécessitent une politique économique cohérente et durable, ce qui est rendu plus difficile par l'incertitude politique actuelle. Enfin, la France doit également faire face à une concurrence accrue sur les marchés internationaux, ce qui nécessite une politique commerciale et industrielle claire et ambitieuse.

Philippe Heryès
(Co-éditeurs : P. Arrighi, M. Bancel, C. Pissin, R. Raboin, S. S. S. S.)

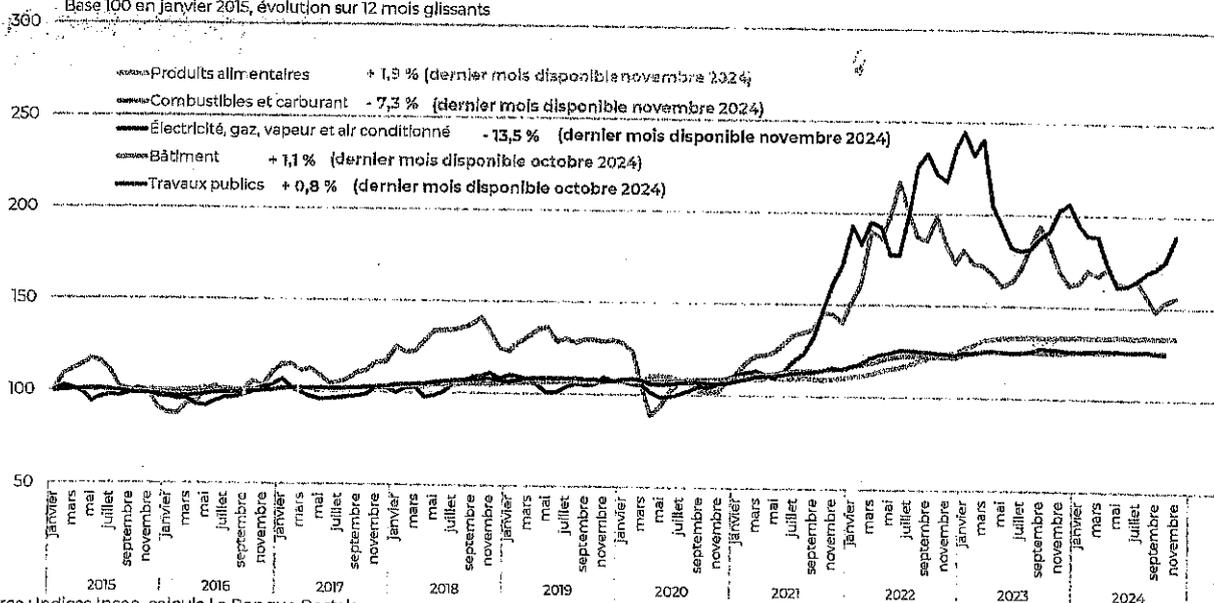
Retrouvez les publications du service des Études Économiques de La Banque Postale : <https://www.labanquepostale.com/esgroupe/publications/etudes.economiques.html>

1

I Macro-économie

Indices de prix impactant la dépense locale

Base 100 en janvier 2015, évolution sur 12 mois glissants



Source : Indices Insee, calculs La Banque Postale

@La Banque Postale



I Macro-économie

Prévisions de croissance (PIB volume)

Prévisions annuelles France	2024	2025
Insee (déc. 2024)	+1,1%	/
Banque de France (déc. 2024)	+1,1%	+0,9%
Commission européenne (nov. 2024)	+1,1%	+0,8%
OCDE (déc. 2024)	+1,1%	+0,9%
FMI (oct. 2024)	+1,1%	+1,1%
Gouvernement (PLF 2025)	+1,1%	+1,1%
Prévisions annuelles Zone euro	2024	2025
BCE (déc. 2024)	+0,7%	+1,1%
Commission européenne (nov. 2024)	+0,8%	+1,3%
OCDE (déc. 2024)	+0,8%	+1,3%
FMI (oct. 2024)	+0,8%	+1,2%

Prévisions d'inflation*

Prévisions annuelles France	2025
Insee (déc. 2024)	/
Banque de France (déc. 2024) - IPCH	+1,6%
Commission européenne (nov. 2024) - IPCH	+1,9%
OCDE (déc. 2024) - IPCH	+1,6%
FMI (oct. 2024) - IPCH	+1,6%
Gouvernement (PLF 2025)	+1,8%
Prévisions annuelles Zone euro	2025
BCE (déc. 2024) - IPCH	+2,1%
Commission européenne (nov. 2024) - IPCH	+2,1%
OCDE (déc. 2024) - IPCH	+2,1%
FMI (oct. 2024) - IPCH	+2,0%

*Les prévisions d'inflation sont mesurées par l'indice des prix à la consommation (IPC) ou, si précisé, par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH). En France, en 2024 et selon les données provisoires publiées par l'Insee le 7 janvier 2025, les prix à la consommation (IPC) ont augmenté de 2,0% en moyenne (+2,3% pour l'IPCH). L'inflation définitive pour l'année 2024 sera connue lors de la prochaine parution Insee le 15/01/2025).

II Contexte & finances locales

Collectivités locales 2024 (estimations et évolutions 2024/2023)*		
Recettes de fonct.	276,5Md€	+2,3%
Dépenses de fonct.	237,0Md€	+4,4%
Épargne brute	39,5Md€	-8,7%
Investissement**	80,1Md€	+7,0%
Encours de dette	210,7Md€	+2,8%

Finances des départements 2024 (estimations et évolutions)*		
Recettes de fonct.	71,5Md€	+0,3%
Dépenses de fonct.	66,9Md€	+3,7%
Épargne brute	4,6Md€	-31,8%
Investissement**	12,8Md€	+2,6%
Encours de dette	31,7Md€	+3,8%

© La Banque Postale, prévisions publiées le 25 septembre 2024

* Le compte Collectivités locales regroupe les budgets principaux et annexes des différents niveaux de collectivités de façon consolidée (les flux entre collectivités sont retraités) ; les comptes par niveau traitent uniquement des budgets principaux
** Hors dette

Retrouvez une analyse plus complète des finances des collectivités locales :

<https://www.labanquepostale.com/edreco/actualites/publications/etudes/etudes-finances-locales.html>

Finances des régions & collectivités territoriales uniques 2024 (estimations et évolutions)*		
Recettes de fonct.	31,4Md€	+2,1%
Dépenses de fonct.	25,5Md€	+3,8%
Épargne brute	5,8Md€	-5,1%
Investissement**	14,3Md€	+4,6%
Encours de dette	37,1Md€	+4,9%

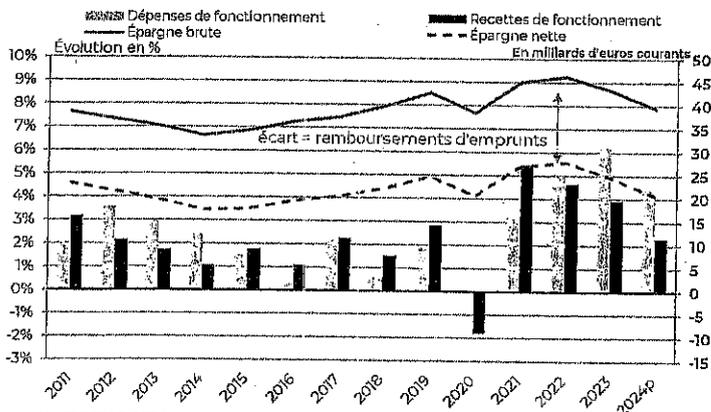
Finances des communes 2024 (estimations et évolutions)*		
Recettes de fonct.	99,5Md€	+2,5%
Dépenses de fonct.	86,0Md€	+4,4%
Épargne brute	13,5Md€	-7,8%
Investissement**	29,2Md€	+8,3%
Encours de dette	66,5Md€	+1,4%

Finances des EPCI à fiscalité propre 2024 (estimations et évolutions)*		
Recettes de fonct.	53,7Md€	+2,8%
Dépenses de fonct.	46,6Md€	+3,8%
Épargne brute	7,1Md€	-3,5%
Investissement**	13,1Md€	+9,3%
Encours de dette	30,3Md€	+3,1%

© La Banque Postale, prévisions publiées le 25 septembre 2024

II Contexte & finances locales

Les composantes de l'évolution de l'épargne brute des collectivités locales



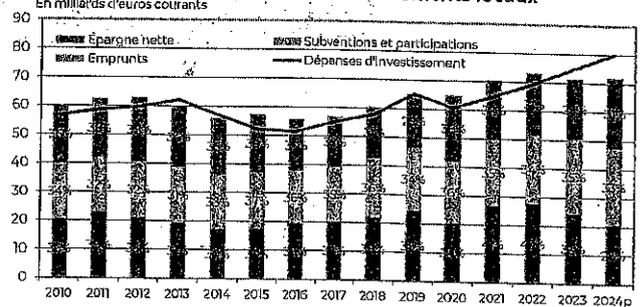
© La Banque Postale, prévisions publiées le 25 septembre 2024

Retrouvez une analyse plus complète des finances des collectivités locales : <https://www.labanquepostale.com/legroupe/actualites-publications/etudes/etudes-finances-locales.html>

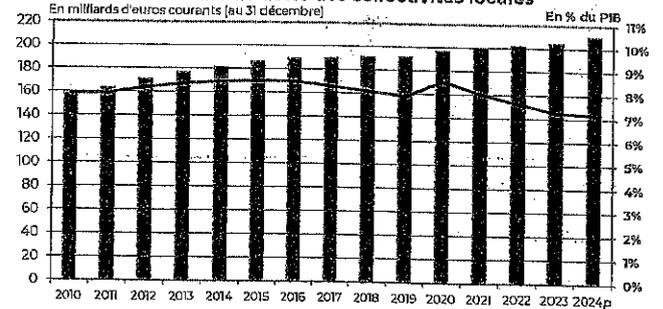
* La somme des parts peut différer de 100 % car il existe parfois un écart entre les modes de financement et le niveau d'investissement, qui correspond à la variation du fonds de roulement.



Financement des investissements locaux*

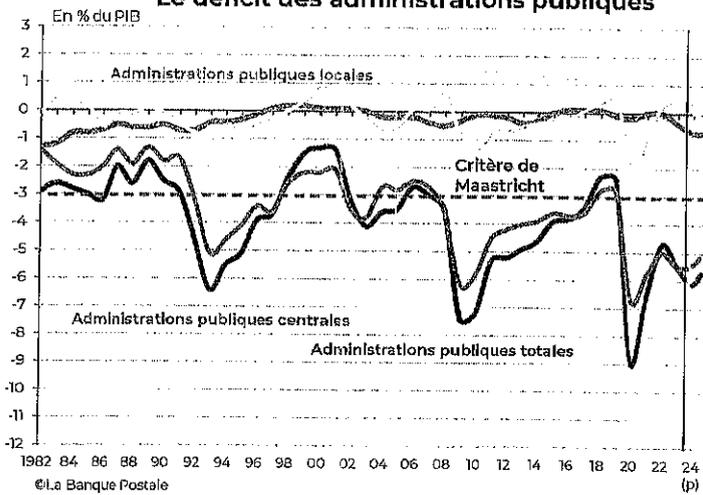


Encours de dette des collectivités locales

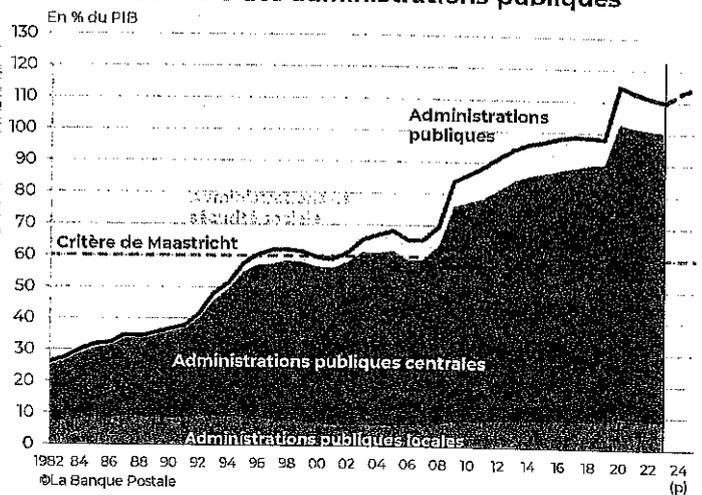


II Contexte & finances locales

Le déficit des administrations publiques



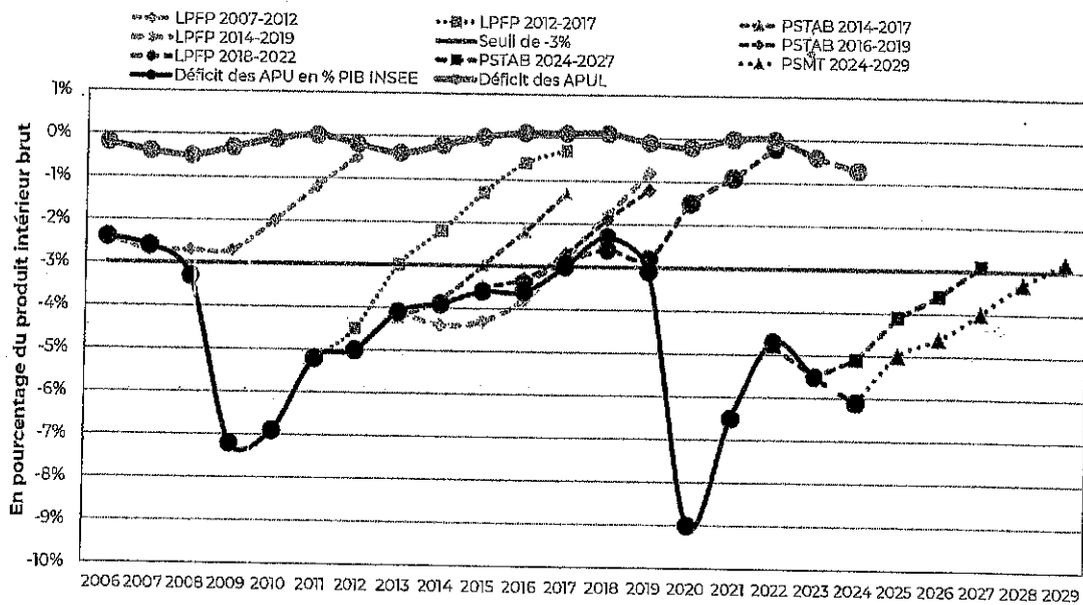
La dette des administrations publiques



Source : Insee (Comptes nationaux Base 2020) Jusqu'en 2023 puis PLF 2025 (version au 11 octobre 2024)

II Contexte & finances locales

Déficit des administrations publiques et perspectives pluriannuelles

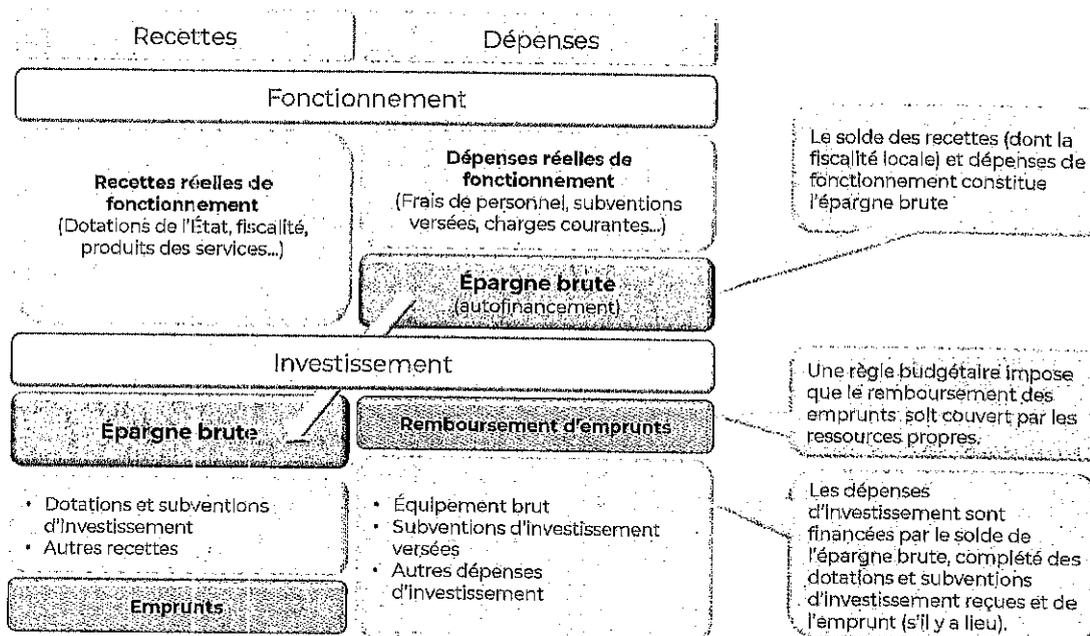


II Contexte & finances locales

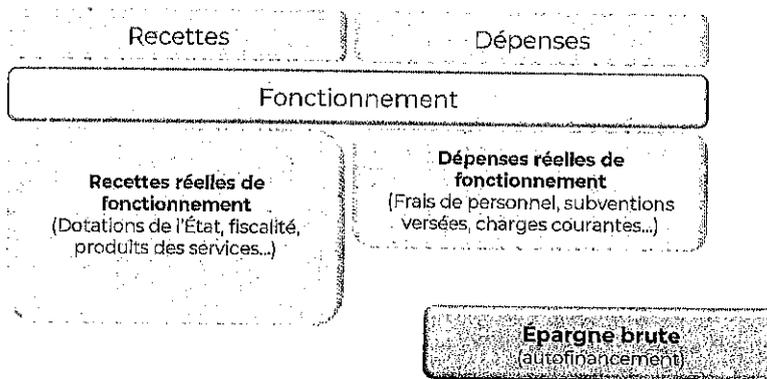
Évolutions des prévisions de déficit public (solde effectif)

En % du PIB	2024	2025	2026	2027	2028	2029
<u>Loi de programmation des finances publiques 2023-2027 (18/12/2023)</u>	-4,4	-3,7	-3,2	-2,7		
<u>Loi de finances pour 2024 (29/12/2023)</u>	-4,4					
<u>Programme de stabilité 2024-2027 (17/04/2024)</u>	-5,1	-4,1	-3,6	-2,9		
<u>Projet de loi de finances pour 2025 (10/10/2024)</u>	-6,1	-5,2				
<u>Plan budgétaire et structurel à moyen terme (PSMT-remplace le PSTAB) 2025-2029 (23/10/2024)</u>	-6,1	-5,0	-4,6	-4,0	-3,3	-2,8
<u>Loi de finances de fin de gestion 2024 (06/12/2024)</u>	-6,1					

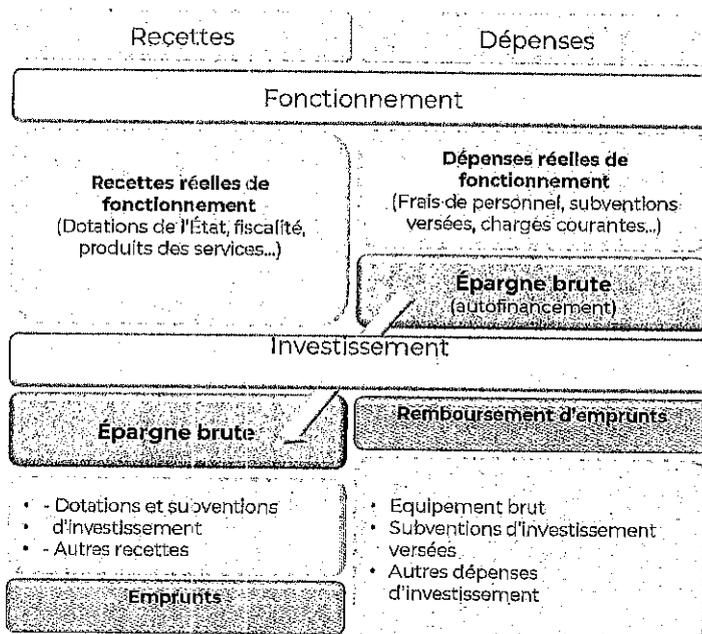
Rappel : le schéma d'équilibre budgétaire



1. Les déterminants de l'autofinancement



Du fonctionnement à l'investissement : le remboursement de la dette



Un des éléments de la « règle d'or » impose que le remboursement des emprunts soit couvert par les ressources propres.

Parmi ces ressources, l'autofinancement est le constituant structurel

Mais les échéances en capital des emprunts peuvent aussi être remboursées par des recettes spécifiques : F.C.T.V.A, ou subventions versées avec décalage, cessions d'actifs.

C'est notamment le cas des « emprunts-relais » contractés en attendant le versement des subventions.

Et un emprunt qui fait l'objet d'un remboursement anticipé peut éventuellement être refinancé par un nouvel emprunt.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

084-218400919-20250319-24-011-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/03/2025

Publication : 25/03/2025

Pour l'autorité compétente par délégation, le Maire, Louis DRIEY

